

Ces pesanteurs qui clouent au sol les innovations africaines

Bien qu'elles répondent aux besoins du continent, les solutions africaines sont souvent étouffées par le caractère extraverti de nos habitudes de consommation, entre autres.

- En plein essor dans de nombreux domaines, les innovations africaines peinent paradoxalement à s'imposer
- Reflexe des importations, complexe du colonisé et absence de politiques nationales sont les raisons citées
- On invite les Etats à avoir de véritables politiques de R&D et les innovateurs à se mettre en réseau



« Cette machine que vous voyez est mise au point pour rendre le travail des menuisiers moins pénible », explique à SciDev.Net Fatoumata Binta Diallo, ingénieure à la *Dakar American University of Science & Technology* (DAUST) et membre d'une équipe d'innovateurs venus présenter leurs [innovations](#) au salon d'exposition dénommé DAUST Impact, tenu au mois de mai dernier.

La DAUST est une école spécialisée dans la formation aux métiers de l'[ingénierie](#) mécanique et informatique ainsi qu'aux [nouvelles technologies](#). Elle est l'une des rares institutions au [Sénégal](#) à avoir l'innovation technologique et scientifique comme priorité.

En guise de démonstration, l'ingénieure actionne, en quelques clics sur son ordinateur portable, le mécanisme de découpe du bois. Une vingtaine de secondes plus tard, les planches disposées sous la lame de la machine sont toutes découpées.

« Vous voyez ? C'est tellement facile et rapide », commente-t-elle, avant de poursuivre : « Nous avons remarqué qu'au Sénégal, les travailleurs du bois entrent en contact direct avec les outils de découpe et cela comporte beaucoup de risques d'accidents. Certains se blessent grièvement ou perdent leurs doigts. Notre machine vient enlever de leur travail cette partie qui comporte des risques de blessure ».

Cette machine à découper fait partie d'une cinquantaine de projets exposés au cours de ce salon organisé par la DAUST à Somone, ville située à environ 80 kilomètres de Dakar, la capitale sénégalaise.

« Ces projets couvrent beaucoup de domaines : l'[agriculture](#), les biens de services, la [santé](#), l'[environnement](#), la robotique, le spatial, la substitution du minéral de bentonite par un minéral local dans le domaine du pétrole et du gaz, etc. », fait savoir Mamadou Diop, enseignant-chercheur et directeur des études de la DAUST.

Ce salon d'exposition est une parfaite illustration de ce que le paysage des inventions et innovations en Afrique est en plein essor. Quel que soit le domaine, les initiatives se multiplient...

Au [Congo](#), par exemple, l'ingénieur Luvick Otoka a conçu un détecteur de fuite de gaz dénommé « *Keba na Gaz* ». Destiné aux ménages afin de leur permettre d'éviter d'éventuels incendies, le détecteur est disponible en plusieurs modèles.

« Le premier qui est fini à 100 % détecte la fuite de gaz et vous alerte par des signaux lumineux et des bips sonores. Le son devient de plus en plus aigu si aucune disposition n'est prise et ne s'arrête que quand il n'y a plus de gaz présent dans la maison. Il a une batterie incorporée et peut fonctionner sans électricité », explique le concepteur.

Ses compatriotes Landry Ndinga et Yannick Mboumba, deux jeunes entrepreneurs, ont quant à eux conçu un générateur d'[eau](#) qui

transforme l'air ambiant en eau potable. Ils ambitionnent, grâce à leur invention, dénommée « *Moboti Mayi* », d'améliorer l'accès à l'eau potable au Congo, mais aussi dans les pays africains confrontés à un manque d'eau potable.

Le générateur d'eau est muni d'un dispositif qui permet de produire de l'eau en transformant la vapeur d'eau contenue dans l'air ambiant et peut fonctionner à la fois avec le courant domestique, le groupe électrogène et les panneaux solaires, expliquent-ils.

Complexe d'infériorité

Pour autant, malgré ce dynamisme, les inventions et innovations africaines peinent à jouer les premiers rôles sur le continent, mais aussi à l'échelle internationale. Selon l'[Indice mondial de l'innovation](#) de l'Organisation mondiale de la [propriété intellectuelle](#) 2023, sur les 132 pays classés, les pays africains occupent pratiquement les derniers rangs.

Yannick Mboumba et Landry Ndinga pensent que cette situation s'explique par le fait que « les conservateurs restent accrochés aux solutions traditionnelles plutôt que de s'ouvrir aux solutions innovantes d'une part ; et d'autre part par le fait que la jeune génération est plus friande des solutions technologiques et scientifiques proposées par des chercheurs et promoteurs d'ailleurs ».

Un point de vue partagé par le Béninois Apollinaire Gandonou, inventeur du « foyer sans soucis ». C'est un foyer écologique connecté à un panneau solaire et qui utilise les coques de noix de palme comme combustible.

« Nous n'aimons pas consommer local. Nous n'aimons pas donner de la valeur aux produits locaux. Nous sommes friands de ce qui est importé », déplore-t-il.

« On se dit souvent que les autres produisent mieux que nous », renchérit Luvick Otoka. Or, ajoute-t-il, « nos

innovations sont mieux adaptées à notre contexte socio-culturel. Il faudrait que les consommateurs sachent que nos solutions ne sont peut-être pas mieux présentées que celles des autres, mais elles sont efficaces pour résoudre nos réels problèmes. Et il se trouve juste que les conditions ne sont pas réunies pour produire comme les autres. Mais il nous faut une approche patriotique et panafricaine ».

Concepteur de la couveuse néonatale connectée, Serge Armel Njidjou est plus nuancé. L'innovateur et entrepreneur technologique camerounais reconnaît qu'il subsiste un « complexe d'infériorité de certains Africains » vis-à-vis des produits importés. Mais, il reconnaît que ce qu'on présente comme innovation, ce sont des choses qui ne sont souvent pas très connectées à l'écosystème utilisateur.

« L'innovation pour moi, c'est quelque chose de nouveau dans un contexte, mais surtout qui est adopté. (...) On a beaucoup de spectacles, mais pas de vraies innovations. Ce sont de petits changements qu'on met en œuvre dans un environnement pour l'adapter au contexte », explique-t-il.

« Par exemple, je n'ai pas inventé la couveuse, il y avait déjà des couveuses. Mais je suis parti du principe que comme on a beaucoup de problèmes d'électricité, peut-être il faudrait des couveuses solaires. Comme on a peu de pédiatres, peut-être qu'il faudrait des couveuses connectées, pour que les pédiatres puissent suivre les nouveau-nés sur leurs téléphones », explique Armel Njidjou.

Et de poursuivre : « une fois que je fais le prototype, il faut que j'emmène à l'hôpital et que les gens l'utilisent et que ça corresponde à leurs préoccupations et à leurs habitudes, qu'ils y trouvent leur intérêt et qu'ils soient prêts à l'adopter. Tant que ces étapes ne sont pas franchies, on ne peut même pas parler d'innovation ».

En général, si ces étapes étaient franchies, insiste-t-il, la

suite serait plus facile, « parce qu'on saurait que c'est un produit qui correspond à tels utilisateurs, à tels bénéficiaires qui sont potentiellement prêts à consommer et donc qu'on doit développer », soutient l'innovateur.

Absence de législation et de fonds dédiés à l'innovation

Toutefois, Armel Njidjou reconnaît aussi que notre environnement n'est pas favorable à l'éclosion des innovations. Il affirme que « la graine de l'innovation ne peut pas pousser sur une terre aussi aride que la nôtre. Nos États n'ont pas de législations pour favoriser l'innovation », regrette-t-il.

« Si vous voulez faire un truc technique, vous avez besoin d'outils de production. Ailleurs, vous allez trouver des fablabs (laboratoires de fabrication) pour faire au moins rapidement les premiers prototypes. Ici, vous n'allez pas les trouver. Comment avoir donc les moyens qui vont financer votre prototype ? Par conséquent, beaucoup d'initiatives restent au stade artisanal... », affirme-t-il.

L'ingénieur togolais en électromécanique et fondateur du Centre de recherche, d'inventions et d'innovations technologiques (CRIIT Lado Concept), Edouard Akakpo-Lado, soutient pour sa part qu'il manque de fonds dédiés à la [recherche et au développement](#) en Afrique. « Les recherches sont faites avec des fonds propres par des inventeurs et innovateurs isolés dans leur coin », souligne l'intéressé pour le regretter.

Conséquence : de nombreuses inventions et innovations ne sont pas viables au bout d'une certaine période, constate Apollinaire Gandonou.

« Généralement, l'inventeur fait tout du début jusqu'à la fin avec ses propres moyens. À un moment donné, quand il est essoufflé, tout tombe à l'eau parce qu'il n'y a pas de soutien technique ni financier. Moi, par exemple, je suis allé au

Nigeria pour faire du taxi-moto. Ce sont mes économies que j'ai investies dans mon projet. Mais avec ça, le résultat ne sera jamais comparable à celui de quelqu'un qui a les accompagnements qu'il faut », analyse-t-il.

Abdoulaye Faye, cofondateur et directeur technique de « *CAYTU Robotics* », partage cet avis. Sa start-up se distingue dans la fabrication de robots de services et la fourniture de plateformes de contrôle à distance. Connue notamment pour son drone de livraison de repas, opérant depuis Dakar jusqu'aux États-Unis, la société a été honorée par le Grand Prix du chef de l'État pour l'innovation et la recherche lors de la semaine du numérique au Sénégal en mai 2023.

Il soutient que « le domaine de l'innovation et de la recherche est un domaine où il faut acheter beaucoup de matériels qui coûtent cher. C'est donc un apport en [financement](#) qui peut permettre un réel développement de ce secteur. C'est le financement qui peut aussi permettre de recruter de nouveaux talents, de produire des prototypes et d'être compétitif à l'international », relève-t-il.

Contraintes financières

Yannick Mboumba et Landry Ndinga connaissent très bien ces contraintes financières. Selon leur témoignage, jusqu'ici, ils ont financé sur fonds propres les différents prototypes du générateur d'eau « Moboti Mayi », qui a une capacité actuelle de production de 12 litres d'eau par jour.

« Nous avons besoin de partenaires techniques et financiers pour améliorer la dernière version de façon à réduire le temps de production et augmenter considérablement la quantité d'eau produite. Mais depuis des années, nous n'avons que des promesses. Il n'y a vraiment pas du concret pour nous permettre d'avancer », déplorent-ils.

Également confronté à ce manque de financement, Luvick Otoka affirme être dans l'incapacité de produire en grande quantité

son détecteur de fuite de gaz. Pourtant, dit-il, la demande est « forte »...

« Nous sommes en train de chercher les fonds pour une production considérable parce que, avec nos propres moyens, nous ne pouvons produire que 500 exemplaires alors que la demande est grande. Il y a des [entreprises](#) qui veulent 1 000 ou 2 000 exemplaires. Avec nos moyens propres, nous ne sommes pas capables de satisfaire une telle demande », confie l'inventeur.

Pour Dodzi Kossi, directeur de la recherche scientifique et technique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du [Togo](#), c'est ce faible soutien financier accordé aux innovateurs locaux qui favorise l'importation de produits étrangers par les États africains.

« Parfois, les gens importent des produits parce qu'il n'y a pas mieux sur le plan national, parce qu'il n'y a pas mieux à proximité. C'est pourquoi ils sont obligés d'importer certains produits. Ailleurs, les inventeurs et les innovateurs sont subventionnés ; ce qui leur permet de mettre sur le marché, y compris sur les marchés internationaux, des produits subventionnés beaucoup plus compétitifs et qui présentent des gages de qualité », explique-t-il.

« La réponse aux questions de développement implique un engagement transversal des États qui commence par la qualification d'une ressource humaine qui soit à la hauteur de la nécessité d'apporter des solutions technologiques pour faciliter la transformation locale des ressources minières, minéralières et organisationnelles », appuie François Bouansa, directeur de l'Innovation technologique à la Direction générale de l'innovation technologique (DGIT) en République du Congo.

Cependant, poursuit-il, la concurrence sur le marché de la mondialisation impose des défis à relever à l'échelle

organisationnelle, de production en chaîne et de tous les moyens technologiques qui s'y prêtent.

« Les besoins urgents des marchés ne permettent pas aux administrations africaines de rivaliser avec les pays industrialisés. L'avantage technologique des nations développées et la compétence des ressources humaines favorisent une production de qualité en chaîne à un prix défiant toute concurrence », précise François Bouansa.

Manque de connexion

D'autres facteurs tels que le manque de connexion entre innovateurs, centres d'innovations et les grandes entreprises du secteur privé africain peuvent expliquer la faible compétitivité des innovations africaines à l'échelle mondiale, précise Mamadou Diop.

« L'une des causes du manque de soutien aux chercheurs et innovateurs africains, c'est l'absence d'une tradition de collaboration entre les universités et les entreprises qui sont dans le domaine industriel », introduit-il.

Pour lui, cette absence de collaboration a pour corollaire le manque de financement des start-up et des porteurs de projets innovants pour leur permettre d'être plus créatifs et compétitifs.

« Normalement, pense-t-il, les entreprises devraient financer les recherches scientifiques et la mise en place des prototypes. Il faut donc renforcer la collaboration entre chercheurs et entreprises susceptibles d'utiliser les résultats des recherches », ajoute-t-il.

Les responsabilités sont partagées entre les inventeurs et les innovateurs africains d'une part et les États d'autre part, soutient pour sa part François Bouansa. Ce dernier déplore le fait que les chercheurs et entrepreneurs travaillent la plupart du temps sur les mêmes projets et n'arrivent pas à se

constituer en [réseau](#). Leur incapacité à créer des partenariats afin d'éviter de compter sur les financements de leurs États constitue aussi un frein, soutient-il.

Mais pour Djiba Millimono, coordinateur du « Grand concours jeunes entrepreneurs », un projet qui a pour but de lutter contre le chômage des jeunes et l'émigration en les accompagnant dans les domaines du numérique et de l'agrobusiness en [Guinée](#), l'Afrique « est un peu sanctuarisée ».

« Il n'y a pas un véritable programme d'accompagnement de ces start-up qui évoluent dans le domaine de l'innovation, ni un cadre juridique qui favorise un réseautage pouvant leur permettre de compétir ou d'avoir un accompagnement. A cela s'ajoutent la cherté des matières premières et un manque d'identification des besoins du marché... », détaille-t-il.

Pour illustrer ce manque d'accompagnement, François Bouansa révèle par exemple qu'en dépit de l'arsenal administratif mis en place au Congo pour identifier, appuyer et accompagner les inventeurs et innovateurs, « dans la pratique, on ne constate pas grand-chose. La DGIT, qui a entre autres missions d'identifier et de faire la promotion des inventeurs et innovateurs, a le budget le plus faible du ministère. »

De telles conditions ne permettent pas aux inventeurs, innovateurs et chercheurs « de réaliser de véritables exploits. Alors les produits obtenus dans ces conditions précaires ne peuvent pas s'imposer sur le terrain, mais vont rester dans les tiroirs », ajoute cette source.

Systeme de valorisation

Toutefois, certaines inventions ou innovations africaines ont réussi à se démarquer en Afrique et même au-delà. C'est le cas par exemple du *Cardiopad*, conçu et fabriqué par l'ingénieur camerounais Arthur Zang. Ou encore de la couveuse néonatale connectée d'—Armel Njidjou.

« À l'époque, on avait juste notre atelier à Bafoussam (Ouest-Cameroun). Aujourd'hui, on a trois sites (Yaoundé, Douala, Bafoussam) avec une présence dans 5 pays africains ([Mali](#), Sénégal, [RDC](#), [Benin](#) et [Côte d'Ivoire](#)). Le produit a été homologué en 2020. On va atteindre les 200 couveuses vendues », se félicite ce dernier.

Cependant, il soutient que « la projection à l'international est difficile. Un peu partout chez nous, c'est comme si les lois sont faites pour importer. Quand vous fabriquez, vous vous retrouvez face à des législations complètement illogiques, face à des fonctionnaires qui ne comprennent rien, et on est sur le médical. Le processus d'homologation dans divers pays est pour nous une barrière alors que le potentiel est vraiment énorme », confie-t-il.

Pour Rosy Kadel Ntsiloulou, secrétaire général de l'Association des inventions et innovations du Congo Brazzaville, les inventions qui sont créées en Afrique auront de la valeur si et seulement si nous mettons en place un autre [système](#) capable de les valoriser.

« Une fois que nous les valoriserons nous-mêmes, les autres leur accorderont de la valeur. Il y a des produits, par exemple, qui vont vous demander de l'or pur, un petit cristal de diamant ou du cobalt ou encore du mercure. Mais on ne peut pas les avoir parce qu'on n'a pas tous les moyens nécessaires, ni les centres de recherches technologiques adéquats pour pouvoir faire les recherches, transformer ces matières premières en produits qui seront utilisés afin d'avoir des inventions qui auront une viabilité dans le temps et l'espace », soutient-il.

Soutien à l'innovation

Même si innovateurs et inventeurs s'accordent sur les maux qui freinent une véritable émergence des innovations et inventions en Afrique, certaines institutions, organismes et autres

fondations s'investissent de plus en plus dans l'accompagnement des porteurs de projets innovants sur le continent.

C'est le cas par exemple au Sénégal de l'Agence belge de développement (Enabel), du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ou encore de l'Agence luxembourgeoise de [coopération](#) et de développement (Luxdev). Cette dernière a inscrit le financement et le soutien à l'innovation comme priorités, selon sa responsable chargée du secteur privé et des partenariats, Ndèye Awa Guèye.

A travers son projet *LuxAid challenge Fund*, doté d'un million d'euros et lancé en novembre 2023, l'agence entend accompagner et cofinancer un total de dix innovations à fort impact portées par des jeunes entreprises ayant moins de 5 années d'existence ou des start-up du Mali, du [Burkina Faso](#) et du Sénégal, selon les explications de Ndèye Awa Guèye.

Pour cette première édition, elle précise que seuls les secteurs relevant de la [sécurité alimentaire](#) et de l'apprentissage à distance seront financés. Chaque start-up ou projet retenu pourra bénéficier d'un cofinancement allant jusqu'à cent quarante mille euros.

À travers son programme d'entrepreneuriat lancé en 2015, la Fondation Tony Elumelu figure parmi les organisations qui accordent des financements aux start-up sur le continent. Contactée à plusieurs reprises, elle n'a cependant pas souhaité répondre aux questions de SciDev.Net.

Quant à la Fondation Mo Ibrahim, elle renvoie SciDev.Net au [rapport du Forum Ibrahim 2024](#) qui souligne que l'Afrique a besoin de financement pour atteindre ses objectifs de développement.

En plus des financements, Serge Armel Njidjou martèle qu'il faut avoir la [culture](#) du travail en équipe. « C'est tellement compliqué que, pour avoir une chance de réussir, il faut être

une équipe. Il y a très peu d'équipes d'innovateurs chez nous ; ce sont toujours des individualités. Les aventures solitaires ne sont pas susceptibles d'inspirer la confiance des gens qui pourraient financer ou accompagner l'innovation », insiste-t-il.

Incubateurs technologiques

L'une des solutions préconisées par François Bouansa est la mise en place d'incubateurs technologiques. « L'incubateur sera le puissant [catalyseur du succès des projets](#) dans le [paysage dynamique de l'innovation](#) et de l'entrepreneuriat », dit-il.

Ce dernier explique que « la mise en place d'un incubateur constitue un pôle de créativité et de développement qui rassemble des inventeurs, des chercheurs et des entrepreneurs dans un espace collaboratif qui facilite les rencontres fortuites, créant des opportunités de réseautage et conduisant à des innovations raffinées ».

En outre, Dodzi Kossi pense qu'il faut mettre en place des mécanismes d'accompagnement tels que des *fablabs* qu'il présente comme des espaces où il y a des infrastructures nécessaires pour que les innovateurs qui n'ont pas la possibilité de créer eux-mêmes un centre de développement de leurs produits, puissent avoir l'équipement nécessaire pour le faire.

« Quand vous prenez aujourd'hui la Silicon Valley (États-Unis), c'est un espace où il y a tous les équipements et toutes les infrastructures. Un espace où les inventeurs, chercheurs et autres... font des expérimentations et développent des produits. Pourquoi ne pas créer aussi des parcs scientifiques et technologiques, des technopoles dans nos pays où les inventeurs puissent développer leur talent ? » S'interroge-t-il.

A l'en croire, les jeunes ont des talents, ils conçoivent les

premiers modèles, mais ce ne sont pas des modèles aboutis parce qu'il n'y a pas d'appui pour déjà faire le prototypage. « Or c'est le premier prototype qui attire les investissements », indique Dodzi Kossi.

Quelques incubateurs technologiques existent dans certains pays africains. Au Sénégal par exemple, l'incubateur technologique *FRTN Technologie*, spécialisé dans la formation et l'accompagnement des porteurs de projets technologiques, guide les innovateurs jusqu'à la mise sur le marché de leurs produits, depuis la phase de conceptualisation jusqu'à celle de la disponibilité du produit final.

« L'une des structures à avoir bénéficié de notre accompagnement est « *Clarize Technology Group* », une start-up spécialisée dans la proposition de solutions cloud aux entreprises et aux particuliers. Nous avons aussi accompagné *PRO DEME*, une start-up spécialisée, elle, dans la gestion de déchets et la production de l'[énergie](#) renouvelable », explique Mbemba Diallo, start-up mentor chez *FRTN Technologie*.

Toutefois, « malgré les efforts qui sont faits, nos innovateurs ont toujours des difficultés d'accès aux sources de financements... », regrette-t-il.

Selon Dodzi Kossi, les États africains devraient tenir leur promesse faite en 2006 de consacrer 1 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la recherche et au développement. « Aujourd'hui, c'est à peine 0,51 % du PIB en moyenne que nous investissons dans les pays africains », se désole le directeur de la recherche scientifique et technique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche du Togo.

Il propose aussi la mise en place de mécanismes d'assurance qualité pour garantir la qualité et la compétitivité des produits, « parce que nous sommes de plus en plus dans des marchés ouverts. Si nous ne prenons pas garde, ce sont d'autres produits qui vont encore inonder nos pays ».

Armel Ndjidjou rappelle que la priorité devrait être accordée aux produits locaux. « Il faut qu'on comprenne que pour que nos petites initiatives émergent, il faut que dès qu'on a une bonne innovation, qu'on la protège pour qu'elle se développe », conclut-il.

Brice Kinhou, Kuessi Giraud Togbé, Beatrice Longmene Kaze et Charles Kolou

Awards des REMAPSEN: Plusieurs journalistes récompensés à Dakar

Le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), en partenariat avec Brands on a Mission (BOAM), a récompensé les meilleurs journalistes et les meilleures coordinations nationales lors de la clôture de son forum tenu du 4 au 6 décembre 2024 à Dakar, au Sénégal. Ces distinctions, dénommées « Prix Michel Sidibé », ont célébré l'engagement des médias dans la promotion de la santé et de l'environnement.



L'engagement des médias dans les domaines de la santé et de l'environnement a été récompensé par le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec le soutien financier de *Brands on a Mission* (BOAM). Les prix, portant le nom de Michel Sidibé, ancien directeur exécutif de l'ONUSIDA, visent à reconnaître et encourager les efforts des journalistes ainsi que des coordinations nationales du réseau.

Deux types de récompenses ont été attribués :

- **Prix pour les journalistes** : huit distinctions au total, réparties à égalité entre les thématiques de la santé et de l'environnement, couvrant les catégories presse en ligne, presse écrite, radio et télévision.
- **Prix pour les meilleures coordinations nationales** : trois distinctions récompensant les initiatives les plus dynamiques et structurées.



Awards des REMAPSEN : Madina Belémviré de bulletin santé lauréate du 1er « Prix Michel Sidibé » presse en ligne
Cette initiative reflète l'importance de l'implication des médias africains dans la sensibilisation et la promotion de ces thématiques cruciales pour le développement durable et le progrès social.

Au total, sept journalistes ont été primés, parmi lesquels notre consœur Madina Belémviré de *Bulletin Santé*, qui s'est vu décerner le 1er Prix Michel Sidibé dans la catégorie santé, presse en ligne. Membre du bureau REMAPSEN du Burkina Faso, c'est la deuxième fois qu'elle est distinguée, après avoir remporté le 3e prix l'année dernière. Cette reconnaissance témoigne de sa détermination et de son engagement à contribuer

à la promotion des droits en matière de santé sexuelle et reproductive.

Les autres lauréats pour la thématique santé sont Idrissa Niassy (Sénégal) pour la presse écrite, Jules Elobo (Cameroun) pour la radio, et Constance Mananga (RDC) pour la télévision.

Les lauréats en environnement sont composés de Wilfrid Diankabakana (Congo Brazzaville) pour la presse en ligne, Mireille Siapje (Cameroun) pour la presse écrite, et Cécile Goudou (Bénin) pour la radio. Aucun lauréat n'a été désigné pour la télévision dans cette catégorie.

En ce qui concerne le Prix de la meilleure coordination



L'ancien directeur exécutif, de l'ONU Sida, Michel Sidibé remettant le prix de la meilleure coordination

ti
on
na
ti
on
al
e,
le
s
cr
it
èr
es
so
nt
en
tr
e
au
tr
es
,
la
lé
ga
li
té
de
l'
ex
is
te
nc
e,
l'
or
ga

ni
sa
ti
on
de
s
in
it
ia
ti
ve
s
de
se
ns
ib
il
is
at
io
n
mé
di
at
iq
ue
su
r
la
sa
nt
é
et
l'
en
vi
ro

nn
em
en
t
dé
no
mm
ée
s
le
s
«
Re
nd
ez
-
vo
us
du
RE
MA
PS
EN
»
et
la
pr
od
uc
ti
on
de
s
ra
pp
or
ts

d'
ac
ti
vi
té
s
ré
gu
li
er
s.

Le Madagascar a remporté le 1er prix Michel Sidibé coordination pays, le 2e et le 3e sont revenus respectivement à la Guinée équatoriale et au Bénin.

Les prix varient de 200 000 à 50 000fcfa. Le président du REMAPSEN, Youssouf Bamba, a remercié le parrain des awards du REMAPSEN, Michel Sidibé qui a assisté himself à la remise des prix mais aussi au partenaire **Brands on a Mission (BOAM)**, représenté par M Tobi Onabolu.



Remise du prix spécial au Président sénégalais Michel Sidibé, ancien directeur exécutif de l'ONUSIDA et envoyé spécial de l'Union africaine pour le médicament, s'est déclaré honoré par l'institutionnalisation du « Prix Michel Sidibé des meilleures coordinations pays » du REMAPSEN.

« Ce prix, a-t-il affirmé, ne célèbre pas uniquement mon

parcours de plus de 40 ans au service de la santé en Afrique. Il met également en lumière le rôle essentiel des médias dans notre combat collectif pour le progrès social. »

Tout comme le représentant du ministre en charge de la communication, Amadou Kanouté, et la représentante résidente d'ONU Femmes, Arlette Mvondo, Michel Sidibé a souligné l'importance incontournable des médias dans le changement social.

« Les médias africains ne sont pas de simples relais d'information. Ils sont des bâtisseurs de conscience, des architectes du changement. Leur travail connecte les décideurs aux réalités des populations, inspire l'action, sauve des vies et donne une voix à ceux qui, souvent, ne sont pas entendus », a-t-il déclaré avec conviction.

Forum des Médias du REMAPSEN à Dakar : Brands on a Mission récompense l'engagement des jeunes pour la SDSR

Lors de la cérémonie de clôture, vendredi dernier à Dakar au Sénégal, du Forum des Médias organisé, par le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), partenaire de Brands on a Mission (BOAM), les lauréats de la première édition des Fatima TV Youth Media Awards ont été dévoilés. Ces prix, qui célèbrent des récits novateurs portés par de jeunes Africains, s'inscrivent dans le cadre du projet African Voices de BOAM.



C'est M. Tobi Onabolu, représentant de BOAM au Bénin, qui a eu l'honneur d'annoncer les résultats. Le grand prix a été attribué à Boris-Kaloff Batata, 29 ans, du Cameroun, pour son documentaire audio, « l'abus sexuel » dans le monde du handicap, une œuvre poignante qui met en lumière les défis spécifiques rencontrés par les personnes handicapées face aux violences sexuelles.

Deux prix de distinction ont également été attribués à Uche Odiri, 35 ans, du Nigeria, pour son article « Briser le cycle : Comment les difficultés économiques menacent la santé maternelle et infantile à Lagos ». Et à Akamé Toké Bennet, 32 ans, du Cameroun, pour son documentaire sur « l'éducation, le genre et la communauté musulmane » dans l'Est du Cameroun.

Ces récompenses marquent une étape importante dans l'engagement des jeunes africains à utiliser les médias pour aborder les questions de Santé et de Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR), de justice sociale et d'égalité des sexes.

Une soirée dédiée aux récits et à l'innovation

La cérémonie, tenue dans une ambiance conviviale et rythmée par des prestations artistiques, a également mis en lumière Fatima, influenceuse virtuelle pré-adolescente créée par BOAM. Reflétant les expériences des jeunes filles africaines, Fatima est une figure centrale du projet African Voices, conçu pour promouvoir des discussions ouvertes et intergénérationnelles sur des sujets souvent stigmatisés.

Dans son discours, Tobi Onabolu a cité la professeure Myriam Sidibé, fondatrice de BOAM, qui a souligné que : « Ces prix illustrent le pouvoir des récits pour transformer les perceptions et mobiliser des actions autour des enjeux critiques de notre continent. Les jeunes Africains ont démontré qu'ils peuvent être des leaders du changement. »

Le Forum des Médias du REMAPSEN, véritable plateforme d'expression pour les professionnels et acteurs du développement, a ainsi conclu ses travaux sur une note optimiste, mettant en avant le rôle des médias et de la jeunesse dans la construction d'un avenir équitable et inclusif.

La reine d'Oussouye : une voix forte contre les violences faites aux femmes et aux filles

« Il faut briser le silence pour mieux lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles en Afrique » la reine du royaume d'Oussouye.

Parmi les intervenants au Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique figurent des leaders communautaires tels que la reine Ahan Kalidji Béatrice, une figure emblématique de la défense des droits des femmes et des filles.



Ahan Kalidji Béatrice

Très engagée aux côtés de d'ONU Femmes pour la lutte contre les mariages précoces et les mutilations génitales féminines, elle a co-animé un panel à la deuxième journée du forum. Il s'est agi du partage de son expérience dans la lutte contre des violences faites aux femmes et aux filles.

Intronisée à l'âge de 14 ans en août 2000, Ahan Kalidji

Béatrice, qui venait tout juste de réussir son examen d'entrée en 6e, codirige aujourd'hui les 17 villages de son royaume aux côtés de son époux, le roi Sibilumbaï Diédhiou. Bien que ses rêves de poursuivre ses études aient été contrariés par les traditions royales, elle s'est imposée comme une ardente militante des droits des femmes.

Son engagement l'a menée à remettre en question certaines pratiques du royaume. Traditionnellement, chaque village envoyait une jeune fille et un jeune garçon à la cour royale, mais la reine a insisté pour que ces enfants restent dans leurs familles et poursuivent leur scolarité.

Une reine engagée contre les violences faites aux femmes et aux filles

Aujourd'hui ambassadrice d'ONU Femmes, Ahan Kalidji Béatrice milite contre les mariages précoces et les mutilations génitales féminines, qu'elle considère comme des traditions néfastes pour les jeunes filles.

Parlant de la violence physique, il est inacceptable qu'un homme frappe sa femme dans le royaume d'Oussouye: «Dans le royaume d'Oussouye, il est formellement interdit à un homme de lever la main sur son épouse. *Si vous frappez votre femme, c'est comme si vous frappiez votre mère* », rappelle-t-elle fermement. Cependant, la forme verbale des violences faites aux femmes et aux filles serait plus grave. Son rôle de médiatrice entre les hommes et les femmes de son royaume lui a permis de comprendre les profondes cicatrices laissées par ces formes de violence.



C'est pourquoi, chaque année, lors de la fête annuelle du royaume, une journée est consacrée à la dénonciation des violences, notamment les vols, les viols et autres abus. La reine invite sa communauté à briser le silence et à s'exprimer sur ces problématiques.

Ayant elle-même été victime d'un mariage précoce, la reine d'Oussouye fait de cette lutte son cheval de bataille. À travers des campagnes de sensibilisation et d'éducation soutenues par ONU Femmes, elle œuvre pour l'éradication de ces pratiques.

Son intervention au Forum des Médias a résonné comme un appel à l'action. « Le silence alimente la perpétuation des violences », a-t-elle déclaré, invitant les participants à unir leurs efforts pour construire une Afrique où les femmes et les filles peuvent vivre sans crainte ni oppression.

Le Forum, qui s'achève ce vendredi 6 décembre 2024, a permis de savoir que des voix comme celle d'Ahan Kalidji Béatrice sont essentielles pour faire progresser la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles sur le continent.

Megan Valère SOSSOU

Forum des Médias à Dakar : Le cri d'alarme de Dr Dieynaba Ndao contre les violences faites aux femmes et aux filles en Afrique

Le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique, actuellement en cours à Dakar, Sénégal, offre une plateforme de partage de connaissances et d'expériences pour plusieurs acteurs et experts engagés dans cette lutte.



Dr Dieynaba Ndao, Chargée de projets Genre et Santé Sexuelle et Reproductive au Bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre d'ONU Femmes, a dressé un tableau préoccupant de la situation des femmes et des filles dans ces régions. Les données présentées lors de son intervention mettent en lumière une réalité alarmante.

« Quarante femmes sur cent en Afrique de l'Ouest ont subi une forme de violence, contre soixante-neuf sur cent en Afrique centrale », a-t-elle révélé. Une part de cette violence se manifeste désormais sur les réseaux sociaux, où quarante-cinq utilisatrices de Facebook et Twitter sur cent ont rapporté avoir été victimes de violences basées sur le genre.

Les filles ne sont pas épargnées a-t-elle déclaré, « trente-neuf d'entre elles sur cent sont mariées avant l'âge de dix-huit ans ». Par ailleurs, la prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) atteint des niveaux alarmants, touchant vingt-huit femmes sur cent, avec des pics allant jusqu'à quatre-vingt-quinze sur cent dans certains pays.

Selon Dr Ndao, les violences à l'égard des femmes et des filles revêtent de multiples formes, notamment la violence exercée par un partenaire intime (physique, sexuelle ou émotionnelle), la violence économique, les mariages forcés et précoces, les mutilations génitales féminines, la traite des êtres humains, les crimes d'honneur, ainsi que les violences facilitées par les technologies numériques.

Ces violences, qui affectent des millions de femmes et de filles chaque année, trouvent leurs racines dans des structures patriarcales, des normes sociales discriminatoires et un accès limité à la justice.

Organisé par le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds français

MUSKOKA, ce forum s'achèvera ce vendredi 6 décembre 2024. Il se positionne comme un appel à une mobilisation renforcée pour un avenir où les femmes et les filles pourront vivre libres de toute forme de violence.

PAS II : Renforcer la communication des statistiques officielles pour une Afrique plus éclairée

Le Programme Panafricain de Statistiques II (PAS II) a clôturé aujourd'hui ses rencontres stratégiques sur la communication des statistiques officielles à Casablanca, qui ont réuni durant deux jours près de 70 participants venus de toute l'Afrique. Experts en communication, représentants des Instituts Nationaux de Statistique (INS) et partenaires techniques ont partagé leurs expériences et leurs idées pour renforcer la diffusion et l'utilisation des données statistiques sur le continent.



« Vers une Afrique mieux informée : améliorer la communication des statistiques officielles pour renforcer la transparence et la gouvernance » Ces rencontres, organisées dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Union Européenne et l'Union Africaine, avaient pour objectif principal de renforcer les capacités des INS africains en matière de communication et de diffusion des données statistiques. Dans un monde où les données sont essentielles à la prise de décision éclairée, il est crucial que les statistiques officielles soient

accessibles, compréhensibles et utilisées efficacement par tous.

Des recommandations concrètes pour des statistiques plus Les participants ont formulé des recommandations concrètes pour améliorer la communication statistique en Afrique, axées sur sept points clés :

- Renforcer la collaboration entre statisticiens et communicateurs au sein des INS.
- Améliorer les ressources et les capacités des unités de communication.
- Développer et mettre en œuvre des stratégies de communication partagées.
- Promouvoir la simplification et l'accessibilité des données.
- Investir dans des outils numériques modernes.
- Adopter une approche de communication centrée sur l'utilisateur.
- Promouvoir la sensibilisation et la culture statistique.« Les statistiques, un outil essentiel pour les décideurs et les citoyens. »

Ces recommandations visent à transformer la communication des statistiques officielles en Afrique, en rendant les données plus accessibles, compréhensibles et exploitables par les décideurs, les chercheurs et le grand public. Un appel à la collaboration pour une Afrique plus éclairée STATAFRIC et le PAS II appellent les INS et leurs partenaires à s'engager activement dans la mise en œuvre de ces recommandations.

« la communication statistique n'est pas qu'un uniquement un défi technique, mais une responsabilité partagée aux implications profondes pour la transparence, la gouvernance et le progrès social » a déclaré M. Adoum Gagoloum, Chef de la

division des statistiques Economiques, STATAFRIC.

Prochaines étapes et perspectives d'avenir

« Les idées et stratégies développées ici doivent désormais être traduites en actions concrètes qui façonneront l'avenir de la communication statistique à travers l'Afrique » M. Adoum Gagoloum, Chef de la division des statistiques Economiques, STATAFRIC.

« Avec STATFRIC et nos partenaires, nous allons prendre en compte les résultats de cette rencontre et identifier les plans et actions possibles pour appuyer les Instituts Nationaux de nos Etats Membres pour l'amélioration de la communication des informations statistiques dans nos Etats Membres ». a souligné M. Adoum Gagoloum, Chef de la division des statistiques Economiques, STATAFRIC.

Le PAS II remercie chaleureusement l'Union Européenne, Eurostat, Expertise France et tous les participants, les partenaires et les organisateurs qui ont contribué au succès de ces rencontres stratégiques.

Megan Valère SOSSOU

**Élimination des violences
faites aux femmes et aux
filles en Afrique : un
engagement collectif des**

médias en Afrique

Du 4 au 6 décembre 2024, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds français MUSKOKA, organise le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : Respect des droits humains et autonomisation ».



Cette rencontre de haut niveau réunit une diversité d'acteurs à savoir des acteurs des médias africains, acteurs de la société civile et des experts engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Une mobilisation médiatique pour les droits des femmes

Selon le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, « ce forum constitue un point de départ d'un engagement collectif des médias en Afrique » avec à la clé « le renforcement des productions médiatiques de sensibilisation et de plaidoyer en vue de toucher toutes les cibles notamment les plus reculées pour un monde sans violences envers les femmes. »

A la question, « Que peuvent réellement apporter les médias à cette lutte » contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, a répondu que « les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion et les décideurs pour orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur de la femme. »

« Les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion publique ainsi que les décideurs, afin d'orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur des femmes », a-t-il souligné.



Dans une région encore confrontée à des crises politico-militaires, Bamba Youssouf a insisté sur le rôle crucial des médias : « Ils deviennent un outil puissant pour assurer la continuité des services de prévention et promouvoir la prise en charge des violences dans divers domaines de la vie sociale. »

Un forum sous le signe des 16 jours d'activisme

Organisé en plein cœur des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, ce forum s'inscrit dans une dynamique internationale. Bamba Youssouf a tenu à remercier ONU Femmes et les Fonds français MUSKOKA pour leur soutien essentiel dans l'organisation de cette rencontre, avant de saluer la présence du représentant du ministre de la Famille, une preuve, selon lui, de l'engagement du gouvernement sénégalais pour la cause féminine.

Arlette Mvondo, Représentante Résidente d'ONU Femmes au Sénégal, a lancé un appel vibrant en faveur d'un engagement médiatique accru pour protéger les droits des femmes et des filles. Représentant le Directeur régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, elle a insisté sur le rôle des journalistes et des communicants : « chaque reportage, chaque article, chaque image peut contribuer à bâtir un monde où les femmes et les filles ne sont plus réduites au silence par la peur et la violence, mais où leurs droits et leurs dignités sont protégés et respectés. »



Présent à cette rencontre, Oumar Samb, conseiller technique et représentant de la ministre de la Famille et des Solidarités, Mme Maïmouna Dieye, a souligné la nécessité de renforcer la mobilisation collective. « Les violences basées sur le genre, qu'elles soient physiques, psychologiques ou économiques, représentent une violation grave des droits humains.»

C'est pourquoi, en lançant officiellement, il invite les médias à être des alliés actifs de ce combat, car l'accès à l'éducation, à un emploi décent, à la santé, à la justice, au financement, entre autres, demeure des droits universels pour tout être humain.

Pour rappel, ce rendez-vous s'inscrit dans la continuité des précédents forums organisés par le REMAPSEN. En 2022, à Dakar, l'accent avait été mis sur l'impact de la COVID-19 sur les programmes de prévention et de prise en charge du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre. En 2023, à Lomé, la santé infantile et la nutrition étaient au cœur des discussions.

Avec cette nouvelle édition, le REMAPSEN ambitionne de renforcer la mobilisation médiatique contre les violences basées sur le genre, pour un continent africain où les droits des femmes sont pleinement respectés et leur autonomie assurée.

Megan Valère SOSSOU

Éducation environnementale au nord-Bénin: SOS Savane-ONG pour la préservation des réserves naturelles

Face aux nombreuses pressions que subissent les réserves naturelles classées au patrimoine mondial de l'UNESCO au nord Bénin, SOS Savane-ONG, avec le soutien du programme RBT-WAP, a lancé un programme d'éducation environnementale pour sensibiliser les populations locales en particulier les

jeunes, à la protection de la biodiversité. Dans les communes de Tanguiéta et Kandi, situées à proximité des parcs de la Pendjari et du W au nord-Bénin, la prise de conscience écologique devient une priorité.



L'initiative s'est concentrée sur l'éducation au développement durable et vise à former de futures générations d'écocitoyens. Il s'agit de transmettre des connaissances et des pratiques respectueuses de l'environnement, tout en favorisant l'épanouissement des élèves grâce à des actions concrètes. Au nombre de ces actions se trouvent : des séances de sensibilisation, des observations de la faune et de la flore, ainsi que des ateliers pratiques.



Journée de salubrité exécutée par les membres du club environnemental des jeunes de Tanguiéta

À ce jour, 435 séances d'éducation environnementale ont été organisées dans les écoles riveraines des parcs de la Pendjari et du W, touchant 4 350 élèves, dont 50 % de filles. Pour Farid AMADOU BAHLEMAN, Directeur Exécutif SOS Savane ONG, ces jeunes apprennent à mieux comprendre leur environnement, les dangers de la déforestation et des déchets plastiques, ainsi que l'importance de la préservation des écosystèmes locaux. En collaboration avec les enseignants et les animateurs environnementaux, les élèves participent activement à des projets tels que la création d'herbiers numériques dans 12 écoles et le recyclage de bouteilles en plastique en mangeoires pour oiseaux.

Les clubs environnementaux, redynamisés grâce à cette initiative, sont désormais autonomes et organisent eux-mêmes des campagnes de salubrité. Ils contribuent désormais à la

propreté des écoles et de leurs environs. Au total, dix (10) campagnes ont déjà été menées avec à la clé une forte mobilisation non seulement des élèves mais aussi des communautés.

L'outil iNaturalist : une fenêtre sur la biodiversité locale

L'un des aspects les plus novateurs du programme est l'utilisation de l'application iNaturalist, qui permet aux élèves de documenter leurs observations de la biodiversité locale. Chaque séance de sensibilisation inclut désormais une quinzaine d'observations. Une technique qui enrichit les bases de données sur les espèces présentes dans cette région du Bénin. À la fin du programme, l'objectif est de comptabiliser au moins 7 200 observations, un apport précieux pour le suivi des espèces dans ces zones protégées.



À ce jour, les objectifs de la première phase du projet sont atteints à plus de 90 %. L'implication des élèves et des

animateurs a permis de susciter un véritable engouement pour les questions environnementales, avec des impacts mesurables sur le terrain. Les clubs environnementaux, désormais autonomes, continuent d'organiser des activités après les séances initiales pour assurer ainsi la pérennité du projet.

Ce programme d'éducation relative à l'environnement vient renforcer toutes les actions notées au Bénin en matière de protection de l'environnement. Il démontre, une fois de plus, que l'éducation est la clé d'un avenir durable dans une région riche en biodiversité marquée par la présence des réserves de Pendjari et du W.

Megan Valère SOSSOU

Appui à la mise en œuvre du projet Benkadi Bénin : vers la durabilité des groupes de réflexion sur le changement climatique à Ouinhi

Dans la mise en œuvre du projet Benkadi au Bénin, l'ODDB ONG a récemment mené des activités pour assurer la durabilité du groupe de réflexion local sur les changements climatiques dans la commune de Ouinhi. Ces rencontres, organisées du 8 au 14 octobre 2024, visent à renforcer la capacité de prise de décision et à soutenir les actions de plaidoyer sur des questions climatiques. Alors que le projet devrait s'achever en 2025, la pérennisation de ce groupe reste un enjeu majeur pour continuer à sensibiliser et agir à long terme.



La première rencontre qui s'est tenue le 8 octobre à la mairie de Ouinhi a réuni les membres du comité d'élaboration et d'intégration des actions d'Adaptations basées sur les Ecosystèmes (AbE) pour le Plan de Développement Communal (PDC) de 4ème génération. Présidée par le Secrétaire Exécutif (SE) de la mairie, M. Abdoulassidou AROUNA, cette réunion a permis d'approfondir la compréhension des objectifs du cadre et à revoir l'acte de formalisation du comité. Les discussions ont abouti à l'identification de certaines lacunes dans la composition et les objectifs du cadre initial.

Analyse du fonctionnement des cadres de concertation

La deuxième activité, qui s'est déroulée du 10 au 14 octobre, a pris la forme de visites au sein de la commune et d'un atelier d'échange avec les huit cadres de concertation existants à Ouinhi. L'objectif de cette phase était de collecter des informations sur le fonctionnement de ces

groupes, les thématiques abordées, les résultats obtenus, ainsi que les défis rencontrés. Répartis en groupes de travail, les participants ont rempli des outils de capitalisation afin d'évaluer les approches de plaidoyer, de lobbying et de prise de décision participative.

Ces échanges ont permis de dresser un bilan exhaustif, analysé sous la forme d'une matrice FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces). Il s'est agi de mieux comprendre le rôle du comité d'élaboration et d'intégration des actions d'adaptations basées sur les écosystèmes (AbE) pour le Plan de Développement Communal (PDC) de 4ème génération et d'identifier les ajustements nécessaires pour ce cadre mis en place par le projet Benkadi.



Appui



à la mise en œuvre



du projet Benkadi



au Bénin

Une nouvelle structure pour un cadre de concertation durable

À l'issue de ces activités, le groupe de réflexion mis en place par le projet Benkadi a adopté un nouveau nom et une structure améliorée pour mieux s'intégrer dans la dynamique communale de Ouinhi. Rebaptisé cadre de concertation sur les actions d'adaptations face aux effets des changements climatiques, ce groupe inclut désormais des acteurs étatiques et non étatiques. De plus, son financement a été intégré au budget de la mairie, qui pourra également solliciter des partenaires potentiels pour en assurer le bon fonctionnement.

La commune de Ouinhi s'est engagée à prendre un arrêté qui entérinera les modifications apportées à l'ancien acte de formation. Ce document officialisera les ajustements et assurera un cadre légal pour le fonctionnement continu du groupe de concertation. Ces initiatives du projet Benkadi au

Bénin, démontrent la volonté des acteurs d'intégrer durablement les réflexions sur les changements climatiques dans les processus décisionnels de la commune de Ouinhi.

Megan Valère SOSSOU

Les énergies renouvelables créent des emplois au Bénin

Le changement climatique constitue une menace croissante pour ce pays d'Afrique de l'Ouest, mais la transition vers les énergies renouvelables offre une opportunité de stimuler la croissance de l'emploi.



Dans la localité d'Ouèssè, une commune isolée du Bénin, un homme d'une vingtaine d'années exploite les énergies renouvelables pour créer des emplois et résoudre un gros problème.

Dieudonné Mahuwêna Setonde travaillait comme technicien en installation électrique dans les zones rurales de ce pays d'Afrique de l'Ouest lorsqu'il a constaté que de nombreux ménages de sa localité n'avaient pas accès au réseau électrique conventionnel, ce qui rendait difficile l'utilisation des téléphones portables, de la télévision et d'Internet.

Pour relever ces défis, Setonde a fondé Technology for Environmental Protection Africa, également connue sous le nom de [TEP AFRICA TECH](#) , une entreprise dédiée à la promotion des énergies renouvelables et à l'amélioration de l'efficacité énergétique des ménages, en particulier dans les zones rurales.

Il compte aujourd'hui 16 techniciens qui aident la communauté à accéder à une énergie propre et durable. Lui et son équipe ont formé plus de 200 jeunes à travers divers ateliers et programmes de renforcement des capacités.

« Grâce aux partenariats avec des projets nationaux et internationaux comme [SWEED Bénin](#) et [Plan International Bénin](#) , les jeunes que nous avons formés sont aujourd'hui des professionnels qualifiés dans le domaine des énergies renouvelables avec des stages et des opportunités d'emploi », a déclaré Setonde en français.

La demande d'emplois verts augmente au Bénin





Des élèves découvrent l'installation d'énergie solaire.
(Crédit photo : Megan Valère SOSSOU)

La forte croissance de la dernière décennie a permis au Bénin de réduire la pauvreté grâce à des projets durables, notamment la création d'emplois verts, selon [le récent Rapport sur le climat et le développement](#) publié par la Banque mondiale.

Au Bénin, il existe une forte demande de techniciens et d'ingénieurs spécialisés dans le photovoltaïque, la réparation et la maintenance électrique, ainsi que l'installation et la maintenance de biodigesteurs pour la production de biogaz.

Le climat change et nos journalistes sont là pour vous aider à y voir plus clair. Inscrivez-vous à notre newsletter hebdomadaire et ne manquez rien.

Selon un [rapport](#) sur l'impact des énergies renouvelables sur l'emploi, publié par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (AIER) en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 320 000 personnes travaillent dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique. Ce chiffre représente 2,34 % de l'emploi mondial dans ce secteur.

Face aux défis climatiques et énergétiques, Christian

Houkannou, coordinateur Afrique francophone de 350Africa.org, estime que l'Afrique doit investir dans les énergies renouvelables. Il encourage les jeunes à s'impliquer pour apporter des solutions aux communautés en quête d'énergie durable et souligne le rôle crucial de l'État dans le soutien des organisations engagées.

Le Projet Inclusion des Jeunes, initié par le gouvernement béninois et soutenu par la Banque mondiale, forme plus de 500 jeunes aux métiers des énergies renouvelables. En partenariat avec [AdMec](#), une entreprise spécialisée dans l'énergie solaire, ces jeunes acquièrent des compétences en montage, entretien et réparation de lampadaires LED et solaires. Ce projet vise à former et intégrer 1 000 jeunes dans le secteur des énergies renouvelables d'ici 2025, dans le cadre de l'initiative [Azôli](#), la voie d'accès à l'emploi en fon, l'une des langues nationales du Bénin.

Le programme Azôli est une initiative spéciale conçue par le gouvernement béninois pour réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes au Bénin en facilitant l'accès aux stages de formation en entreprise.



Setondji



Installation de panneaux solaires

Dieudonné Mahuwêna Setonde au travail. (Crédit photo : Megan Valère SOSSOU)

« A terme, 200 jeunes auront un contrat d'embauche direct avec AdMec qui propose une formation gratuite », a indiqué Marcel Adjahouisso, responsable de l'antenne atlantique de l'Agence nationale de promotion de l'emploi.

Mathieu Dènon, bénéficiaire du programme, était auparavant vendeur d'essence non raffinée introduite en contrebande du Nigéria au Bénin. Aujourd'hui, il aide les ménages de son village à acheter et installer des panneaux solaires.

En juin 2024, l'agence a recruté 1 000 jeunes supplémentaires pour la formation et l'insertion professionnelle. Par ailleurs, l'agence, à travers l'initiative Azôli, a signé une convention de partenariat avec l' [Académie de l'Ecole Supérieure des Métiers des Energies Renouvelables](#) de la commune d'Allada pour la formation et l'insertion professionnelle de 1 000 jeunes aux métiers des énergies renouvelables.

Incitations gouvernementales

Le [gouvernement béninois](#) a instauré en 2020 une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les importations de panneaux solaires. Cette exonération s'applique à l'importation de matériels, équipements et accessoires d'installation destinés à la production d'énergie photovoltaïque et solaire thermique.

L'exonération fiscale des produits contribuant à la production d'énergie solaire a eu des effets significatifs sur l'économie béninoise, notamment en termes de création d'emplois. Selon un [rapport du ministère de l'Economie et des Finances](#), cette mesure a entraîné une augmentation de 9,95 % des importations de ces produits, un chiffre nettement supérieur à celui des produits d'énergie électrique à combustible fossile, qui n'ont augmenté que de 0,66 %.

Les bénéfices de la vente d'équipements photovoltaïques ont grimpé en flèche, en étant multipliés par cinq, selon le même

rapport. De plus, l'exonération fiscale a permis aux entreprises de doubler leur base de clients et de partenaires, ce qui a conduit à l'expansion des points de vente et à l'amélioration des services après-vente dans tout le pays.

Enock Missi Hounhoui, président de l' [Association béninoise de l'énergie](#) , a déclaré que le Bénin a fait preuve d'une volonté de miser sur les énergies renouvelables comme levier de création d'emplois. Il a ajouté que la fabrication d'équipements tels que les panneaux solaires, les éoliennes et les biodigesteurs, ainsi que l'ingénierie et les services associés, sont des domaines qui attirent l'attention des jeunes.

Des défis demeurent

Bien que des progrès aient été réalisés dans le domaine des énergies renouvelables, ils ne suffisent pas à atteindre toutes les populations rurales et à réduire significativement le nombre de jeunes chômeurs.

L'adoption des énergies renouvelables et la promotion de la création d'emplois verts peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre le changement climatique tout en favorisant le développement économique et social du continent. Cependant, pour relever efficacement ce défi, les décideurs politiques doivent veiller à la mise en œuvre de meilleures politiques de réglementation et d'accès au marché, a déclaré Setonde.

Megan Valère SOSSOU